

Unis. Autant que je puis voir, le département des Sauvages des Etats-Unis a été administré dans l'intérêt des Sauvages.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Je vois un crédit de \$3,700 pour payer la résidence et autres édifices que possédait R. J. N. Pither, l'agent des Sauvages à Fort-France, et qu'il a abandonnés à son successeur à ce poste. Passe pour sa maison, mais les autres constructions ?

Sir JOHN A. MACDONALD: A l'exception d'une maison pour abriter les Sauvages quand ils se rendent à l'agence, ce sont toutes des dépendances.

Les Sauvages. Colombie-Anglaise.....\$11,317.64

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Voici probablement le meilleur temps pour attirer l'attention de la Chambre sur le regrettable départ de tout ou partie de la congrégation de M. Duncan de la Colombie-Anglaise pour le territoire d'Alaska. Je n'ai pas visité cette localité moi-même, mais j'ai toujours compris que M. Duncan était une de ces rares personnes qui réussissent à civiliser les Sauvages confiés à leurs soins; on m'assure que ces Sauvages avaient fait d'énormes progrès; qu'il en avait été souvent question dans les rapports produits en Chambre par les ministres actuels, et leur prédécesseur, mon ami (M. Mills), je crois, comme un exemple de ce qu'on pouvait obtenir de ces Sauvages en les traitant avec patience et douceur. Maintenant, pour une raison ou pour une autre, cet établissement est détruit, et un grand nombre de ces Sauvages, sinon tous, sont partis pour les Etats-Unis. Le gouvernement devrait nous donner quelques explications sur ce qu'il sait de la question.

Sir JOHN A. MACDONALD: Je crois que l'honorable député trouvera tous les détails dans le rapport annuel. C'est une affaire bien regrettable, mais tout a fait en dehors du contrôle du gouvernement fédéral. M. Duncan s'est d'abord rendu là comme lecteur laïque, envoyé par la Société des Missionnaires d'Angleterre. Il a été très heureux, car c'est un homme doué de grandes qualités administratives, et il fonda un très bel établissement. Il fit livrer ces Sauvages aux mêmes occupations que les blancs, et les employa surtout à tanner le cuir. C'est alors qu'est survenue une de ces querelles de théologiens, qui sont les pires de toutes.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Pires même que les querelles politiques.

Sir JOHN A. MACDONALD: J'en ai vu beaucoup de ces querelles, et elles sont certainement loin de l'unité chrétienne. M. Duncan professa, je crois, certaines opinions sur des questions religieuses, et se sépara de l'église à laquelle il appartenait. Il y a des années, lorsque la Colombie-Anglaise était encore une colonie de la couronne, sir James Douglas accorda à la Société de Missionnaires ou à l'évêque qui la représentait, des lettres patentes pour deux acres de terrain. La société envoya un de ses membres dans le pays. Je crois que l'évêque lui-même s'y rendit. Les Sauvages et M. Duncan s'opposèrent à son établissement. M. Duncan entreprit de ne pas permettre l'usage de ces deux acres de terrain à l'évêque de l'Eglise d'Angleterre.

Le gouvernement de la Colombie-Anglaise s'est dit: Il nous faut appliquer la loi; ces deux acres de terrain sont un octroi fait par la couronne à l'Eglise, et cette dernière doit en avoir la paisible possession. L'animosité devint intense et les Sauvages se mêlèrent à la querelle. Je puis dire que les Sauvages sont loin d'être unanimes sur cette question, mais la majorité se rangea avec M. Duncan. Une minorité respectable accepta le système établi par la Société des Missionnaires d'Angleterre, et un état de chose infiniment regrettable eût lieu. Les Sauvages commencèrent à démolir les maisons, et d'après les rapports des fonctionnaires, M. Duncan aurait violé la loi.

J'ajouterais que lorsque je suis allé en Angleterre, j'essayai à m'interposer comme médiateur et à régler la difficulté. Je vis les principaux officiers de la société; M. Duncan était

Sir JOHN A. MACDONALD

alors en Angleterre, et je lui offris, s'il voulait s'entendre avec la société, de recommander sa nomination au poste d'agent des Sauvages sur la côte nord-est. Pendant un certain temps il parut disposé à accepter, mais pour une raison ou pour une autre nous ne parvîmes pas à nous entendre. Alors, à mon grand regret, M. Duncan prit le parti extrême de conseiller aux Sauvages de s'opposer à la division de leur réserve, disant que le pays appartenait aux Sauvages, et qu'ils n'avaient jamais rien cédé.

M. MILLS (Bothwell): C'est aussi votre doctrine.

Sir JOHN A. MACDONALD: Quoi qu'il en soit, M. Duncan la mit en pratique, et refusa de permettre aux arpenteurs de diviser le pays. M. O'Reilly fut envoyé à cet endroit avec instruction de faire savoir aux Sauvages que le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial étaient disposés à leur accorder les conditions les plus libérales, mais ils ne voulurent rien entendre. M. Duncan voyant que le gouvernement de la Colombie-Anglaise était décidé à faire exécuter la loi, induisit les Sauvages à le suivre dans l'Alaska, et alors ils commencèrent, sans la moindre précaution, à démolir les maisons et les travaux faits à Metlakahla, pour emporter les matériaux avec eux dans l'Alaska. Tout fut gaspillé, et pendant un temps cet établissement fut presque en état de guerre civile. Je crois qu'une bonne partie de ces Sauvages regretta d'être partie, car tout n'était pas couleur de rose dans l'Alaska, et ils reviennent par petites bandes à Metlakahla. C'est un incident regrettable, car M. Duncan a certainement rendu de grands services lorsqu'il se rendit dans ce pays pour la première fois; mais il avait si longtemps gouverné ces Sauvages en dictateur, qu'il ne pouvait plus se soumettre à la loi.

M. MITCHELL: C'est le défaut des longs gouvernements.

Sir JOHN A. MACDONALD: Oui, quand ils ne sont pas surveillés de près par le deuxième ou le troisième parti. Ils n'avaient ni un deuxième ni un troisième parti. S'ils eussent eu un troisième parti, surtout un parti dirigé par l'honorable député, nous n'aurions pas vu, je crois, une telle auto-critique.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Non, ce n'est pas la raison, c'est qu'il n'y a pas de contrôle dans le parti, comme dans le cas de l'honorable ministre.

M. MILLS (Bothwell): Je crois que les paroles de l'honorable député prouvent que la chose est venue du fait qu'il n'y avait ni deuxième ni troisième parti. Maintenant, M. Duncan est, je crois, le blanc le plus heureux de cette génération qui ait négocié avec les Sauvages. Il a réussi d'une manière remarquable à civiliser la population sauvage, à les déterminer d'accepter les habitudes d'un peuple industriel et civilisé. Je pense qu'il est malheureux que le gouvernement soit intervenu dans les disputes théologiques entre M. Duncan et la "Church Society."

Sir JOHN A. MACDONALD: C'est justement ce que nous n'avons pas fait.

M. MILLS (Bothwell): Selon moi, toute la difficulté est venue de la tentative du gouvernement d'exercer une surveillance inopportune sur les bandes sauvages. S'il n'eût pas offert ses services comme arbitre, ni ne fût intervenu entre M. Duncan et l'évêque, il est probable que ces difficultés n'auraient pas existé; et la population sauvage qui avait la plus grande confiance dans M. Duncan, que la grande majorité appuyait, eût continué de l'écouter, et l'évêque qui est intervenu eût été obligé de se retirer.

Maintenant, je crois que le gouvernement n'a rien à voir dans la religion des Sauvages. Ce n'est pas de ses affaires, que M. Duncan soit orthodoxe ou hétérodoxe. Il était bon employé, un homme qui a réellement réussi avec les Sauvages, c'était un homme en qui le gouvernement devait avoir confiance. Il ne serait pas plus sage de la part du